

Bureau du Syndicat des eaux d'Ile-de-France

Proposition du Bureau au Comité sur le futur mode de gestion du service de l'eau

Vendredi 10 octobre 2008

intervention de

Pascal Popelin

Premier adjoint au maire de Livry-Gargan
Vice-président du Syndicat des eaux d'Ile-de-France

10 X 08

M. le président,
Mes chers collègues,

Je voudrais tout d'abord saluer, comme d'autres collègues l'ont fait avant moi, le processus d'étude et d'expertise sur le futur mode de gestion de notre Syndicat, que nous avons engagé collectivement depuis plusieurs mois. Je salue aussi le travail très conséquent réalisé par notre groupement d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Ce travail a répondu à mes attentes. Sur un sujet hautement complexe, je m'estime à ce jour bien informé sur les aspects juridiques et économiques, leurs conséquences financières, selon les différentes hypothèses étudiées.

Notre groupement d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dans son rapport final, ne préconise ni ne privilégie aucun mode de gestion. Ce n'était pas son rôle. Il synthétise, au terme de sa longue étude, les avantages, inconvénients, limites ou risques de chacune des solutions envisageables, qu'il s'agisse de la gestion directe (régie publique avec ou sans marchés de prestation de services), ou d'une gestion déléguée (régie intéressée ou affermage).

L'étude attentive des rapports m'amène à conclure qu'aucune solution ne présente que des avantages, tandis que d'autres ne cumuleraient que des inconvénients. Comment aurait-il d'ailleurs pu en être autrement ? J'observe également que les délais, que nous avons décidés ensemble, nous ouvrent tous les choix. Quelle que soit l'hypothèse que nous retiendrons, il est possible, selon nos experts, d'être prêts dans de bonnes conditions pour l'échéance du 1^{er} janvier 2011. Sur ce point, je me différencie de notre estimé collègue Gérard Martin, qui a dit tout à l'heure que nous ne disposerions pas du temps nécessaire pour mettre en place une éventuelle régie directe. On ne peut pas à la fois se féliciter de la qualité des rapports qui nous ont été remis -il l'a fait comme moi- et contredire ensuite ce qu'ils disent.

J'en viens maintenant à la position des vice-présidents socialistes, que j'exprime ici en pleine harmonie et avec l'accord de mon ami Jacques Mahéas. Lors de la mise en place du nouveau Comité de notre Syndicat, le 15 mai dernier, nous avons clairement affirmé que nous étions, par conviction, favorables à la régie publique, mais que nous attendions le terme des études engagées pour confronter cette conviction à la réalité.

Les études sont aujourd'hui achevées et rien dans ce qu'elles nous enseignent ne met en contradiction, à nos yeux, la conviction que nous avons énoncée et la réalité de ce qui est possible.

Il apparaît clairement, en se fondant sur les calculs des experts mandatés par le Syndicat, que la régie directe permet de proposer aux usagers le prix du mètre cube le moins élevé. D'un peu plus de 1,70€ aujourd'hui, nous pourrions passer dès 2011 à environ 1,45€ soit une baisse de près de 15%.

Des objections émergent quant à la qualité du service qu'une régie publique serait en mesure de rendre à la population. Si nous étions un petit village, ou même une petite communauté de communes, cet élément mériterait sans doute considération. Nous considérons que la taille de notre Syndicat (144 communes représentant plus de 4 millions de personnes desservies) permet de garantir une qualité irréprochable de service, quel que soit le mode de gestion.

Est évoqué par ailleurs la gestion des risques, qui pèsent totalement sur le délégataire en cas d'affermage et sont partagés avec lui, en cas de régie intéressée. Nous pensons, là encore, que la taille de notre Syndicat permet d'assumer tout aléa lié à l'avenir de l'exploitation de notre service de l'eau. Nous estimons en outre qu'une entreprise délégataire, dont est souvent vantée la haute expertise technique, disposera d'une expertise juridique de tout aussi haut niveau, lui donnant les moyens d'atténuer pour elle la charge d'un éventuel risque. Celle-ci continuera donc, en réalité, de peser très largement sur l'usager, comme c'est le cas dans le contrat actuel.

Quelques mots enfin sur le cadre administratif et réglementaire plus contraignant qu'impose une régie publique. Il est indéniable, mais nous considérons qu'il permet aux élus que nous sommes un meilleur contrôle sur la qualité et le coût du service. Il est vrai que lorsque le Syndicat lance ses propres appels d'offres pour des travaux, leur réalisation est souvent moins rapide que lorsque le délégataire les exécute lui-même, sans procédure de mise en concurrence. Mais dans cette seconde hypothèse, nous le savons tous et les rapports de nos experts le confirment, les prix sont nettement plus élevés, ce qui pèse sur la facture de l'usager. La régie publique nous donnerait aussi plus de possibilités d'œuvrer à une mutualisation de la production d'eau dans l'agglomération parisienne, que vous avez-vous-même évoquée avec d'autres, M. le président. Il est évident qu'un contrat conclu avec un prestataire pour une certaine durée, rendrait cette évolution plus complexe.

Nous sommes donc favorables à la mise en place d'une régie directe sans personnalité morale. Parmi les scénarii de gestion directe, c'est celui qui nous semble le plus fiable. Une régie directe avec personnalité morale viderait de sens le rôle d'autorité organisatrice de notre Syndicat, en transférant l'essentiel des compétences à la dite régie. Une régie directe avec recours à des marchés de service complexifierait la question de la reprise des personnels de l'actuel régisseur. Le travail de fond effectué par notre équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur cette question du personnel, que nous avons regardée de très près car le sujet nous importe au plus haut point, nous conduit à estimer que notre régie saurait, si nous en décidions ensemble, être attractive pour les personnels actuels de la Banlieue et pour les recrutements futurs qui demeurerait des contrats de droit privé.

Un mot, pour terminer, sur ce que sera notre attitude pour la suite du processus. Nous avons exprimé clairement une position. Il ne m'a pas échappé que les vice-présidents socialistes étaient les seuls à opter en faveur de la régie publique au sein de ce Bureau*. Il y a donc fort peu de chance que ce mode de gestion soit celui qui sera proposé au Comité du 11 décembre prochain. Parce que nous sommes respectueux de la démocratie et attachés à la pérennité de notre Syndicat, une fois les arguments de chacun entendus par le Comité, nous respecterons bien évidemment le choix qu'il fera. Et nous entendons ensuite participer de manière active et constructive au processus de mise en œuvre du futur mode de gestion, quel qu'il soit, avec pour souci premier d'offrir à nos concitoyens le meilleur service au meilleur coût.

** Le Bureau du Syndicat des eaux d'Ile-de-France est composé du président André Santini (Nouveau centre), de 6 vice-présidents de droite (UMP, Nouveau centre et divers droite) et de 5 vice-présidents de gauche (2 PS, 2 PCF, 1 MRC). Seuls les deux vice-présidents socialistes se sont prononcés pour une régie publique lors de la séance du Bureau du 10 octobre 2008. La proposition qui sera soumise au vote des délégués du Comité le 11 décembre prochain sera donc celle d'une « régie intéressée renouvelée ».*